

## « Hypertension aux urgences » (30 mars 2005)

*Libération, Le Figaro économie, La Croix, Les Echos, L'Humanité*

Libération titre en Une « pourquoi [les urgentistes] craquent encore ». Le quotidien explique ainsi sur deux pages qu'« une grève lancée en Bretagne exige que soit revu le système des gardes pour éviter un engorgement ».

Libération estime qu'« aujourd'hui, le risque d'une extension généralisée est patent. Ici ou là, c'est le même constat. On évoque des prises en charge de patients en urgence qui se font dans des circonstances dangereuses : des couloirs remplis de brancards en attente de lits d'hospitalisation, des personnes souvent très âgées vivent « dans des conditions non acceptables » ».

Le journal ajoute que « le président de la Coordination médicale hospitalière François Aubart a pressé, hier, Philippe Douste-Blazy de « finaliser » les textes sur l'organisation des urgences, faute de quoi, selon lui, le mouvement de grève breton « va s'étendre au plan national » ».

Libération estime qu'« à travers ce conflit, c'est tout le tissage liant la médecine de ville et les hôpitaux qui se révèle aujourd'hui fragilisé ». Le journal note que « les patients ont changé, vont beaucoup plus à l'hôpital que chez leur médecin de ville. Ils ont vieilli surtout, et les soins qu'ils réclament se révèlent de plus en plus complexes. Mais les médecins, eux aussi, ne sont plus les mêmes. A l'heure des 35 heures, les nouvelles générations n'ont plus envie de sacrifier leur vie sur l'autel de leur vocation. Et logiquement, ces tensions se retrouvent condensées autour de la permanence des soins ».

La Croix remarque également que « les médecins de garde ne répondent plus, les urgences non plus », tandis que Le Figaro économie note que « la Bretagne [est] aux avant-postes pour dénoncer l'engorgement des urgences ».

Le journal indique que Patrick Pelloux « a repris du service hier » et « demande une double négociation sur les urgences hospitalières et la permanence des soins en ville « pour que tout le monde assume ses responsabilités » ».

Le Figaro économie rappelle que « la rémunération des gardes et astreintes réalisée par les médecins libéraux volontaires est pendante, en attendant la publication imminente d'un décret. Cela ne facilite pas toujours la bonne coopération entre libéraux et hospitaliers », note le quotidien.

Le journal précise cependant qu'« à Rennes, en grève comme la plupart des sites bretons depuis le 17 mars, les hospitaliers mettent surtout en cause l'absence de lits de suite où adresser les patients après leur passage aux urgences »

## « Les urgentistes appellent à la grève dès lundi » (31 mars 2005)

*Libération, Le Figaro économie, Le Parisien, La Croix, L'Humanité, Les Echos, Le Quotidien du Médecin*

Le Parisien annonce en effet que « *le mouvement de grève des urgentistes risque de gagner toute la France. Hier, l'Association des médecins urgentistes hospitaliers de France a lancé à ses troupes un mot d'ordre de grève illimitée à partir de lundi* », indique le journal.

Le Parisien cite Patrick Pelloux, qui veut une « *négociation sur les moyens des urgences* » et sur une « *meilleure implication des médecins libéraux* ». Le quotidien revient sur les déclarations du président de l'Amuhf, qui a accusé les médecins libéraux de « *faire de moins en moins de gardes* », et note que « *la riposte de ses collègues installés en ville n'a pas traîné* ».

Le Parisien indique ainsi que, « *«scandalisés» par ces «déclarations outrancières», les médecins libéraux de la région Midi-Pyrénées vont porter plainte pour diffamation contre M. Pelloux* ».

Libération constate également que « *la grogne des urgentistes rebondit sur les généralistes* ». Le quotidien note ainsi que « *la tension monte d'un cran chez les urgentistes ; mais aussi chez les médecins généralistes, qui n'ont pas du tout apprécié de se voir mis en cause par Patrick Pelloux* ».

Libération remarque que le président de l'Amuhf « *multiplie les déclarations musclées sur le manque d'implication des généralistes dans la permanence des soins* ». Le journal cite le praticien, qui a notamment déclaré : « *Les urgentistes en ont assez d'avoir à faire face aux dysfonctionnements de la ville et de l'hôpital* ».

Le journal note lui aussi que « *les médecins libéraux de Midi-Pyrénées, généralistes et spécialistes, ont fait savoir qu'ils «rejettent formellement les propos injurieux proférés (...) à l'encontre de la médecine libérale». [...] Agacement aussi chez Christian Lehmann et Jean-Paul Hamon (vice-président de la Fédération des médecins de France), tous deux généralistes en région parisienne. Dans un texte commun, ils refusent de se voir désigner comme «boucs émissaires commodes», arguant «qu'aucun médecin généraliste ne se désengage de la permanence des soins, que chacun d'eux l'assume, en moyenne, pendant 55 heures* » », ajoute Libération.

Le quotidien constate que « *face à la grogne, Philippe Douste-Blazy a demandé au directeur de l'hospitalisation (DHOS), Jean Castex, de lui proposer «au plus tard fin avril le contenu et le calendrier des actions» à mener en 2005 «en faveur des urgences dans chaque région* » ».

Le Figaro économie remarque également que « *la grève des urgentistes hospitaliers de Bretagne fait tache d'huile* », tandis que L'Humanité note sur une page qu'« *en attendant [la finalisation des décrets sur l'organisation de la permanence des soins], les urgences craquent de toutes parts* ».

Le Quotidien du Médecin note aussi que « *les urgentistes en colère entendent protester contre les conditions de travail dans les services d'urgences et dans les Samu ; ils critiquent le désengagement des médecins libéraux de la permanence des*

*soins. Ceux-ci s'insurgent contre cette accusation », ajoute la revue, qui parle de « feu aux urgences ».*